



BULLETIN

D'INFORMATION

HAUT-SAÛNOIS

Retrouvez nous sur le WEB

www.cgt70.fr

N° 3 – Mai 2014

Edito

Le 27 mai 1944 se tenait la première réunion, à Paris, sous la présidence de Jean Moulin, du Conseil national de la Résistance (CNR), constitué de représentants de la Résistance, des partis politiques et des syndicats. Le CNR va alors travaillé un programme qui comprend notamment des mesures politiques, comme le rétablissement de la démocratie, du suffrage universel et de la liberté de la presse, des mesures économiques, caractérisées par l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie, ce qu'on appellera généralement les nationalisations, et qui est exprimé dans le texte comme « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques. Enfin des mesures sociales, dont un rajustement important des salaires, le rétablissement d'un syndicalisme indépendant et un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État. Ce programme était établi pour préparer le pays à l'après-guerre

Le 25 mai 2014, la France voit le Front National, parti xénophobe et anti social, remporter les élections européennes. **Il aura fallu 70 ans seulement** pour que la mémoire politique s'efface et que le progrès social tiré du programme du CNR ne laisse place à des thèses proches de celles défendues, à l'époque, par le Parti populaire français de Jacques Doriot et le rassemblement national populaire de Marcel Déat, partis politiques fascistes et collaborationnistes de l'époque du gouvernement de Vichy. **70 ans seulement** pour oublier qu'une des principales raisons de déclenchement de la deuxième guerre mondiale était la protection des intérêts des riches et de la grande bourgeoisie, qui ont financé ou soutenu, à partir de grandes entreprises françaises, le National-Socialisme d'Adolf Hitler !

Bien sûr il y a la guerre économique actuelle et les décisions des gouvernements successifs de soutenir une nouvelle fois le capitalisme et les riches, bien sûr il y a les errements politiques du gouvernement actuel et du parti socialiste, parti qui n'a un programme de gauche que lorsqu'il est dans l'opposition, mais tout de même le 26 mai 2014 **il y a de quoi avoir la rage et la nausée.**

Mais qu'avons-nous fait des valeurs défendues par le CNR ? Comment la haine, la peur et le rejet de l'étranger ont pu faire oublier en si peu de temps le bonheur et le confort issus du programme d'après-guerre ?

Je n'ai évidemment pas de réponse toute faite à ces questions, ce dont je suis convaincu c'est qu'il faut arrêter avec ces fausses idées qui consistent à prétendre que le vote extrême droite est un vote de contestation. Si tant est qu'il ait pu l'être un jour, **le vote FN est aujourd'hui un vote d'adhésion** aux thèses insoutenables, nauséabondes et anti sociales du programme de la famille Le Pen et de ses nervis.

Alors face à cette évolution, une seule alternative : **déclarer la guerre au Front National**, en combattant ses thèses, en dénonçant cette image de premier parti des travailleurs dont il s'affuble, en débattant avec ses électeurs dans et hors les lieux de travail.

Louis Saillant a représenté la Cgt au CNR, **aujourd'hui c'est toute la Cgt qui doit se lever** pour barrer la route que s'est tracée le FN

Fraternellement

Jean-Louis MOREL





A l'occasion du 1^{er} Mai, trois organisations **Cgt, Fsu et Solidaires** ont appelées à un rassemblement et une manifestation dans les rues de Vesoul. Ce 1^{er} mai revêtait un caractère particulier, notamment en raison de la crise sociale et économique engendrée par les débordements du système capitaliste et particulièrement de la finance.

Le contexte politique participait également à la nécessité de mobiliser en raison d'un gouvernement qui persiste à se présenter avec une identité de gauche tout en continuant les projets néfastes engagés par les gouvernements précédents et ce malgré l'élargissement du mécontentement et la claque infligée aux dernières élections municipales !



Une nouvelle fois la mobilisation n'était pas à la hauteur des enjeux et nous renvoie à la nécessité de travailler au plus près des salariés les questions de responsabilité de la crise et du coût du capital.

2



Notre slogan : La crise c'est eux, la solution c'est nous est de plus en plus d'actualité et exige de chacune et chacun des militants de la Cgt qu'ils fassent connaître nos propositions de sortie de crise et de progrès social.

Cependant 180 manifestants étaient présents et la tendance des discussions dans la manif était portée à l'élargissement de la mobilisation pour la mise en œuvre d'un "printemps social" qui semble de plus en plus urgent !

Parmi les manifestants à ce traditionnel rassemblement, les salariés Du Centre de Formation des Apprentis de VESOUL, qui s'opposent au projet destructeur de réorganisation et à la casse de l'apprentissage.

Après le défilé dans les rues de Vesoul, la matinée s'est terminée à Vaivre pour le traditionnel barbecue fraternel qui a réuni 130 convives, barbecue préparé et organisé (excellamment comme d'habitude !!!!) par les camarades du syndicat Peugeot Vesoul. **Un grand merci à eux pour cette organisation parfaite.**

Le secrétariat de l'UD



Journée nationale d'action des fonctions publiques du 15 mai 2014

Les fédérations des fonctions publiques hospitalière, d'état et territoriale et leurs confédérations appelaient à une journée nationale d'action sur, notamment, les questions d'emploi, de salaire et d'arrêt de la casse des services publics.

Une très large intersyndicale participait au niveau national à cette mobilisation, elle était constituée de la Cgt, la Cfdt, la Cftc, Fsu, Solidaires, Unsa et FA-FP.

Dans notre département il a été décidé que cette journée d'action ne pouvait se tenir sans faire référence au Pacte de Responsabilité et de Solidarité décidé par le gouvernement et surtout à la contrepartie d'économie de 50 milliards d'euros sur les dépenses publiques à laquelle le gouvernement s'est engagée.

Ce cadeau supplémentaire fait au MEDEF est intolérable et la réduction des dépenses publiques va inexorablement peser lourd sur l'avenir des services publics et sur la politique salariale des fonctionnaires. La démonstration de la participation du service public au développement économique n'est plus à faire, dès lors comment éviter de condamner de nouveau coût de rabout sur le financement de nos services publics.

Les discussions entre organisations syndicales dans notre département ont amené les organisations signataires de ce pacte à sortir de l'intersyndicale, la Cfdt choisissant de faire cavalier seul. Fo qui était sur les mêmes positions que ceux qui avaient décidé de mettre en évidence la toxicité du pacte de responsabilité, n'a cependant pas souhaité participer au

mouvement unitaire avec la Cgt-Fsu et Solidaires !

Au final ce sont 20 militants Cfdt qui ont manifesté devant la préfecture en organisant un lancer de glaçons dans la cour du préfet en exigeant le "dégel des salaires"

De notre côté 150 manifestants se sont rassemblés également devant la Préfecture pour exiger l'arrêt des politiques d'austérité salariale, la relance de l'emploi, des emplois publics de qualité correspondants aux besoins, la possibilité d'exercer des missions de services publics dans des conditions décentes, le développement de garanties pour les contractuels, le développement et la pérennisation d'un service public de qualité et de proximité.....

Au préalable de ce rassemblement des militants des 3 organisations syndicales, composant l'intersyndicale, sont allés à la rencontre de la population sur la place Edwige Feuillère pour distribuer un tract expliquant leur action et débattre autour des conséquences de la politique gouvernementale sur les usagers.

Notre Cgt est très active dans la construction de ce que nous nommons "le syndicalisme rassemblé" cependant cela ne doit pas nous éloigner de nos orientations et de nos valeurs. Quant à l'attitude des organisations syndicales qui font le choix d'accompagner la politique gouvernementale, il ne suffit plus que nous la condamnions dans nos discussions militantes. Il est devenu nécessaire de mieux informer les salariés sur les choix de ces organisations afin de ne pas les laisser prospérer dans les entreprises à partir d'un double langage !

3



Photo Est Républicain

MOUVEMENT DE GREVE DES FACTEURS DE LUXEUIL 21 ET 22 MAI 2014

Pour la distribution des plis électoraux, l'Etat verse à la poste 60 millions d'euros. La direction de La poste Franche-Comté alloue une enveloppe aux directeurs d'établissements, chacun a en charge de rémunérer les facteurs pour ce travail supplémentaire.

En invoquant une baisse de trafic courrier de 10%, le directeur de Luxeuil a décidé d'inclure les plis électoraux dans la charge de travail journalière et de ne rien allouer aux facteurs pour compenser les heures supplémentaires liées à cette distribution.

Dans sa logique il n'y avait pas de surcoût de travail. **Ce qui laisse à penser que pendant tout le reste de l'année les facteurs seraient payés à temps plein avec 10% de travail en moins !**

Les facteurs qui connaissent bien leur métier et la charge de travail journalière, avec des dépassements d'horaires non payés récurrents, ont décidé de déposer un préavis de grève illimité le 15 mai avec la Cgt.



Le 19 mai, le Directeur recevait le représentant du personnel de Luxeuil et la Cgt. Il refusait d'emblée les compensations exigées par les agents, à savoir 1h POUR 80 plis électoraux.

Mercredi 21 mai, 17 agents dont 3 contractuels campaient devant la poste avec banderoles, casse-croûte et drapeaux Cgt accrochés aux grilles.....**BELLE AMBIANCE FRATERNELLE**

A 15h, le Directeur d'établissement recevait une délégation, mais c'est avec surprise que les agents grévistes voyaient revenir 3mn plus tard cette délégation. **Prenant ce refus de discuter comme une provocation, les agents décident de reconduire le mouvement**

avec blocage des camions de livraison de courrier le lendemain à 5h45.

Et c'est avec 2 agents de plus, rentrés dans le mouvement, que les camions restèrent bloqués devant la poste sans pouvoir décharger le trafic courrier. Les méthodes habituelles d'intimidation de La Poste ont conduit l'entreprise à requérir un huissier pour constater le blocage.

Quelques heures plus tard, nouvelle provocation de la Poste qui met en place une distribution des plis en faisant intervenir 4 salariés intérimaires d'ADDECO (**recours interdit par la législation sur le droit de grève**).

Les grévistes en colère, soutenus par la Cgt, ont appelé l'inspection du Travail pour faire constater ces agissements qui n'ont pour but que de casser le mouvement. Deux agents de l'inspection du travail se sont rendus sur place et ont rencontré le Directeur, une enquête est diligentée pour les suites à donner à cette utilisation frauduleuse de salariés intérimaires.

Face à la pression des agents et des mesures à venir le Directeur accepte enfin de recevoir 5 agents assistés de la Cgt pour enfin négocier.

Toutes les revendications sont acceptées :

- 4 H pour une factrice, dont les plis n'ont pas été distribués et qui va assurer cette charge supplémentaire les jours suivants
- 3 h supplémentaires par jour et par agent pour écouler le trafic courrier suite à l'arrêt de travail
- Suppression de la "sécabilité" (répartition sur les autres tournées de la charge de travail des facteurs absents pour repos) le lundi et mardi suivant
- Dispense de tri général pour certains agents
- Etalement sur 2 mois des retenues sur salaire pour les 2 jours de grève

Et pour clore le tout, le Directeur s'engage à changer de comportement et de mode de fonctionnement vis-à-vis de ses agents. **BELLE VICTOIRE**

A la sortie de ce mouvement on pouvait voir la fierté des agents, fierté renforcée par la solidarité qui s'est manifestée avec les usagers qui ont soutenu leur mouvement, physiquement et financièrement.

Une réorganisation sur ce bureau de poste de Luxeuil est prévue en Juillet avec suppression de 3 emplois. Gageons que cette fois la direction va changer ses façons de faire. En tous cas les salariés sont prêts, avec l'aide de la Cgt, à défendre leurs droits, leurs conditions de travail et un service public de qualité pour les usagers.

Ils savent qu'ils peuvent compter avec notre organisation syndicale pour défendre leurs intérêts.

Des camarades d'autres secteurs d'activité du privé et de l'Union Départementale se sont rendus sur place pendant le mouvement, donnant l'image d'une Cgt solidaire dans la lutte.

La richesse des échanges et les liens qui se tissent dans ce mouvement de grève, ont beaucoup apportés aux factrices et facteurs, ils apportent beaucoup également à la construction d'une Cgt plus proche, plus forte et plus efficace.

Une nouvelle fois preuve est faite que les liens interprofessionnels de notre organisation sont nécessaires et efficaces.

Brigitte FONTAINE



LA PAGE DE LA FORMATION

Nous sommes quasiment à la fin du premier semestre, il est donc temps de faire un bilan d'étape sur la mise en œuvre du plan de formation 2014.

Deux sessions se sont déjà tenues sur cette année (Niveau 1 UL de Vesoul et Rédiger un tract/prise de parole/prise de note). Il en reste donc 6 à concrétiser.

Niveau 2 (première partie) - Vesoul Initialement prévu du 2 au 6 juin, reporté du 3 au 7 novembre Nécessité pour y participer d'avoir fait le Niveau 1
Délégué du Personnel - Vesoul Initialement prévu du 11 au 13 juin, reporté du 8 au 10 octobre
Délégué Syndical - Vesoul Du 8 au 12 septembre
Niveau 1 - UL Gray Du 22 au 26 septembre
Délégué du Personnel - UL Gray Du 1 ^{er} au 3 octobre
CHSCT – Vesoul Du 24 au 28 novembre

6

Pour réussir pleinement le plan de formation, il faut impérativement que dans chaque syndicat, une réflexion soit menée sur le sujet car pour parler et agir CGT, il faut lire, se former et s'informer CGT.

Cette réflexion pourra permettre de proposer au collectif formation de l'UD des thèmes de formation qui collent au plus juste à vos besoins.

La formation syndicale CGT est destinée à tous les syndiqués, elle commence dès l'adhésion et se poursuit tout au long de la vie syndicale, en permettant d'acquérir des savoirs et des savoir faire.

Jean-Pierre POINSOT



SAVOIR être & agir
c'est se former **cgt**



Petit récapitulatif des mauvais coups inspirés par le MEDEF et mis en œuvre par le gouvernement (Liste non exhaustive et malheureusement non achevée)

Augmentation de la pression fiscale sur les ménages



- Modification du barème des indemnités kilométriques lors de la déclaration des frais réels lors de la déclaration de l'impôt sur le revenu.
- Intégration dans les revenus imposables de la part employeur de la cotisation mutuelle.
- Augmentation du taux de TVA

Pression à la baisse sur le travail et plus spécifiquement les salaires

Baisse du pouvoir d'achat des ménages



- Gel du point d'indice dans la fonction publique.
- Mise en place de l'ANI qui donne entre autre le droit à l'entreprise de baisser les salaires en cas de mauvaise conjoncture.
- Augmentation minimale du SM IC de 1,1 %.
- Appel du gouvernement aux entreprises pour qu'elles modèrent les augmentations salariales.
- Accord sur la formation professionnelle.

7

Une privatisation de notre modèle de protection sociale

- Diminution des allocations familiales.
- Diminution des aides pour garde d'enfants.
- Diminution des cotisations sociales sur les bas salaires qui baissent notre salaire socialisé et donc les prestations sociales de l'ensemble des français.
- Rallongement de la durée de cotisation pour avoir droit à la retraite.
- Doublement du délai d'accès aux allocations chômage pour les cadre à la recherche d'un emploi.



Démantèlement du système de protection sociale

Une baisse sans précédent des dépenses publiques

50 milliards de baisse des dépenses publiques d'ici 2017 réparties en :

- 18 milliards en moins pour le budget de l'Etat et ses agences.
- 11 milliards pour les collectivités territoriales.
- 21 milliards de moins pour la protection sociale dont 10 milliards sur la branche maladie et 11 milliards sur la gestion du système social.



Hausse des dépenses de santé et d'éducation pour les ménages

Des milliards d'euros de cadeaux pour les entreprises

Aux 200 milliards d'aides publiques et d'exonérations dont bénéficient déjà les entreprises, il faut ajouter :

- Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) : coût estimé 20 milliards d'euros pour faire baisser la masse salariale des entreprises.
- La fin de la cotisation patronale concernant la branche famille de la Sécurité Sociale, soit -5,25 sur nos salaires bruts pour l'employeur.
- La suppression totale des cotisations sociales sur le SMIC.



Hausse des dividendes au détriment de l'emploi et des salaires

Face au bilan désastreux : BOUGEONS

Est il encore nécessaire de faire des analyses sur le bilan désastreux pour, les travailleuses et les travailleurs, les retraités et sans emploi, des deux années de gouvernance Hollande/Ayrault/Valls ?

Surement pas, l'heure serait plutôt à une mobilisation massive pour arrêter la curie !

Nul besoin non plus de chercher en quoi cette politique d'austérité a pu servir les intérêts économiques du pays. Les chiffres parlent d'eux-mêmes tant en ce qui concerne l'emploi, la croissance et au-delà la stabilité politique. Notre pays sombre et se déchire et chaque élection n'a bientôt plus d'intérêt que pour comptabiliser les abstentionnistes et les fachos.

Il n'existe **qu'une force et une seule** pour inverser cette politique anti sociale : **La mobilisation des millions de mécontents** qui payent la note d'une crise dont ils ne sont pas responsables, crise qui depuis longtemps est terminée pour les nuisibles d'actionnaires et financiers.

8

La Cgt va proposer une journée forte de manifestation et de grève le 26 juin prochain, l'occasion de tenter de faire changer l'avenir. **Combien serons-nous ?**

Nous vous tiendrons informés de l'heure et le lieu de cette manifestation par tract et sur le site www.cgt70.fr

